



APPEL

GTF/SC - 15/03/2010

C'est maintenant qu'il nous faut des réponses sociales pour les salaires, l'emploi et les retraites.

Si le premier tour des élections régionales a été marqué par un nouveau record d'abstention de 53 % pour ce type de scrutin, c'est parce que ces préoccupations urgentes que partagent des millions de nos concitoyens n'ont pas été prises en compte.

Face à la crise, le mécontentement et la colère légitimes de toutes celles et tous ceux qui souffrent au quotidien n'ont pas trouvé d'écho dans le contenu de la campagne.

Pourtant, depuis 2008, le gouvernement a su trouver des réponses pour sauver le système financier, les banques et les intérêts des actionnaires et des spéculateurs. Les responsables de cette crise aux conséquences économiques et sociales désastreuses ont été sauvés et maintenant, ce sont les salariés qui paient la facture. En effet, aujourd'hui, alors que les dirigeants des grands groupes redistribuent d'importants dividendes et s'accordent de généreuses rémunérations, on constate que pour les salariés, du privé comme du public, la rigueur s'impose brutalement et que chaque jour apporte davantage son lot de mauvaises nouvelles (augmentation du chômage en janvier : + 0,7 %).

Le chômage explose, les plans de licenciements et les restructurations d'entreprises se multiplient. De leur côté, les traders des banques et institutions financières touchent des bonus inimaginables. Dans le même temps, **les salaires ainsi que le niveau de vie des salariés et des retraités restent en panne** face à l'augmentation des dépenses courantes des ménages.

À cela s'ajoute la remise en cause des acquis sociaux du contrat social français au premier rang desquels figure **le système de retraite par répartition**. Patronat et gouvernement veulent revenir sur la retraite à 60 ans et aimeraient bien voir figurer à leur tableau de chasse d'abaissement des garanties sociales la solidarité intergénérationnelle.

C'est pour ces 3 bonnes raisons que la CGT — avec d'autres organisations syndicales — appellent les salariés du public et du privé à **se mobiliser et à se rassembler le mardi 23 mars** en faveur d'autres réponses sur la question de l'emploi, des salaires et des retraites.

.../...

Le SGLCE CGT porte les attentes et les revendications des salariés des entreprises de l'information, de la communication et des industries graphiques. Aussi, lance-il un appel à tous les salariés, aux privés d'emploi et aux retraités de ces secteurs afin qu'ils profitent de cette journée d'action pour se rassembler et manifester en faveur de l'augmentation des salaires (*nous revendiquons 5 % d'augmentation pour 2010*), pour la défense de l'emploi et l'investissement industriel.

Pour une véritable justice sociale, contre toutes les mesures de rigueur qui frappent les salariés, le SGLCE appelle les travailleurs à la mobilisation et à la résistance en faveur de leurs revendications.

Le système de retraites par répartition et le droit à la retraite à taux plein dès 60 ans sont aussi dans l'œil du cyclone antisocial des contre-réformes qui s'attaque depuis deux décennies à cet acquis historique de justice sociale en France.

Le 23 mars, les enjeux en valent la chandelle. Ils sont importants pour notre vie de tous les jours et pour l'avenir ; ne nous abstenons pas ! Soyons nombreux dans les entreprises et les manifestations pour commencer à engager une puissante mobilisation porteuse des attentes des jeunes, des salariés, des retraités et des chômeurs en faveur de réponses de justice sociale et de redistribution pour nos salaires, nos retraites et nos emplois.

Le SGLCE vous appelle à participer,

mardi 23 mars 2010

à la **manifestation francilienne pour l'emploi, les salaires et les retraites**
au départ de la **place de la République**, en direction de la place de la Nation,
via la place de la Bastille.

Dès 14 h 00, le Syndicat général du Livre et de la Communication écrite (SGLCE) vous donne **rendez-vous sous sa banderole, boulevard du Temple, à l'angle de la rue Jean-Pierre Timbaud**, dans le cortège de la CGT derrière l'Union départementale du Val-de-Marne.